

DE L'UTILITÉ ET DES ABUS DES CONCEPTS DE DISSIDENCE ET DE RÉSISTANCE APPLIQUÉS AUX PYRÉNÉES

Jean-François SOULET

professeur émérite d'histoire à l'université de Toulouse II-Le Mirail

L'effet de « feedback », constaté dans maints systèmes physiques, biologiques et sociaux, fonctionne aussi pour un travail de recherche. Je dirais même qu'il constitue un élément essentiel d'une recherche. Celle-ci, en effet, n'est au départ qu'une hypothèse formulée par un quidam et étayée par une série d'arguments. Pour qu'elle acquière une autorité, et, davantage encore, une notoriété, il est indispensable qu'elle soit analysée, discutée, critiquée. Cette action « en retour » qui la validera ou l'invalidera revêt deux formes principales : la confrontation à un jury lors d'une soutenance de thèse, et les comptes rendus dans des revues s'il y a publication. Ajoutons que depuis que les sites Web existent, le « feedback » permet aux visiteurs de laisser des commentaires sur les travaux mis en ligne.

Notre recherche sur les Pyrénées au XIX^e siècle, commencée en 1976, soutenue en novembre 1986, publiée une première fois en 1987-1988¹, et, une seconde, en 2004², a pleinement subi cet effet de « rétroaction », et il n'est donc pas impossible d'en tenter un premier bilan, vingt-cinq ans après l'émission du concept principal de l'étude.

Bref rappel des conditions du choix du concept de dissidence

S'il ne m'est pas difficile de retrouver les dates précises des principales étapes de ma thèse, il m'est, en revanche, plus malaisé de reconstituer la genèse de sa conception. Je crois cependant me souvenir qu'il existait

1 *Les Pyrénées au XIX^e siècle. 1. Organisation sociale et mentalités*, Toulouse, Eché, 1987, 480 p. ; 2. *Une société en dissidence*, Toulouse, Eché, 1988, 716 p.

2 *Les Pyrénées au XIX^e siècle. L'éveil d'une société civile*, Bordeaux, Editions Sud Ouest, 2004, 766 p.

chez moi, au milieu des années soixante-dix, un intérêt particulier pour les phénomènes d'opposition populaire. Plusieurs initiatives en témoignent. Ainsi, durant l'année 1977 – qui fut décisive pour mes orientations de recherche – j'ai proposé à mes étudiants de l'Université du Mirail un exposé sur « la dissidence en URSS » ; j'ai également présenté une communication à Montpellier au séminaire de Gérard Cholvy intitulée « *Recherches sur les attitudes et les comportements oppositionnels au sein des sociétés rurales au XIX^e siècle : l'exemple pyrénéen* » ; et, quelques mois plus tard, en mars 1978, en accord avec un collègue palois, Jean Chiama, j'ai écrit à Michel Winock, aux éditions du Seuil, pour lui faire part de notre intention d'écrire un ouvrage sur « *L'opposition en URSS et dans les démocraties populaires depuis 1953* ». Cela signifie donc qu'à cette époque, j'étais davantage attiré par un problème – celui des oppositions populaires – que par son environnement historique et géographique puisque j'envisageais alors une recherche très large, qui aurait aussi bien pour cadre le XIX^e siècle que l'immédiat XX^e siècle, aussi bien les Pyrénées que les Etats de l'Europe de l'Est. Dans ces conditions, il serait inexact d'imaginer que c'est en travaillant sur la dissidence soviétique que l'idée m'est venue d'appliquer le concept aux populations pyrénéennes. Même si chronologiquement notre étude sur l'opposition en URSS et dans les démocraties populaires a paru à l'automne 1982³, soit quatre ans avant la soutenance de ma thèse, il n'en reste pas moins vrai que j'ai conduit, non pas successivement, mais simultanément, les recherches sur la société pyrénéenne au XIX^e siècle et sur les populations du « Bloc soviétique » au XX^e siècle. A n'en pas douter, cette double orientation a favorisé ma réflexion sur le concept de dissidence ; elle a pu, aussi, malgré mes précautions, me conduire à quelques amalgames fâcheux entre les deux objets⁴.

Dans les deux champs étudiés, j'inventoriai toute une série de comportements oppositionnels collectifs dont la diversité et l'hétérogénéité m'embarrassaient car ils se dérobaient à tout classement logique. S'il était aisé, en ce qui concerne les seules Pyrénées, de qualifier des actions ouvertes et violentes d'opposition (comme l'insoumission, la délinquance forestière, les émeutes de marchés et de foires, les néo-jacqueries valléennes ou les révoltes quarante-huitardes), d'autres comportements, observés dans des

3 *Histoire de la dissidence. Opposition et révoltes en URSS et dans les démocraties populaires, de la mort de Staline à nos jours* (avec Jean Chiama), Paris, Le Seuil, coll. XX^e siècle, 1982, 512 p.

4 Ainsi, ai-je malencontreusement utilisé quatre ou cinq fois dans ma thèse le terme de totalitarisme pour qualifier les régimes autoritaires de Louis XVIII ou de Louis-Philippe.

domaines fort variés, n'entraient pas dans la classification courante des mouvements collectifs oppositionnels. Ils étaient, en outre, plus difficiles à repérer car ils n'étaient jamais déclarés comme tels, et rarement considérés par le Pouvoir comme des actions d'opposition ou de dissidence. On les rangeait plutôt dans une espèce de zone grise, constituée d'actions de nature complexe et ambiguë, à l'interprétation délicate. Quel sens, par exemple, et quelle portée donner à l'attachement d'une population aux valeurs culturelles traditionnelles (langue, religion...) ? Comment interpréter l'apathie générale à exécuter les directives du Pouvoir central ou la mauvaise volonté à appliquer les codes nationaux (forestier et civil) ? Dans aucun des cas, ces comportements étaient déclarés oppositionnels et, de ce fait, pris en compte à ce titre par l'Administration qui préférait les considérer comme de simples faits de délinquance ou de refus de la modernité. Les contestataires usaient volontiers de cette ambiguïté. Ainsi, par leur déguisement et la fréquence de leurs sorties durant la période carnavalesque, les fameuses « demoiselles » ariégeoises ont toujours maintenu un habile flou entre le jeu et la révolte. C'est pourquoi certains historiens ont parfois considéré leur aventure comme une simple démonstration folklorique plus proche de Guignol rossant les gendarmes que d'une insurrection populaire. Ce ne fut jamais notre point de vue, l'étude approfondie de la société pyrénéenne à laquelle nous nous étions préalablement livré nous ayant révélé l'acuité des problèmes, la détermination des populations et la force des liens de solidarité.

Très tôt au cours de nos investigations, nous avons été frappé par le sérieux et l'efficacité de ces comportements feutrés, inavoués, ambigus, voire inconscients, qui, tout autant que les actions oppositionnelles ouvertes, exprimaient les désaccords et les refus d'une société démunie et accablée. Notre seul problème, à cet égard, vint de la difficulté à choisir le mot susceptible de qualifier l'ensemble de ces phénomènes. Nous y fûmes aidé par notre réflexion sur certains comportements oppositionnels au sein des sociétés du « Bloc soviétique », mais peut-être pas de manière décisive, car, dans les pays communistes, les comportements hostiles au régime étaient très hétérogènes et très divers, du simple humour subversif à l'insurrection. Les intellectuels opposants hésitaient eux-mêmes sur le terme le plus adéquat pour les désigner : « Je préfère, écrivait par exemple Vladimir Boukovski en 1978, le terme de "résistance" au terme imprécis de "dissidence" ; mais on dit chez vous, en France, que ce mot est par trop lié à des actions armées. Bon, soit, puisque vous vous y êtes habitués, appelez-nous 'dissidents' si vous y tenez ».

En fait, plus que dans notre approche personnelle de la société civile des pays soviétiques, ce fut, en découvrant les travaux sur les rébellions paysannes africaines de la période coloniale conduits par les Africanistes et les anthropologues, que l'utilisation du mot « dissidence » nous parut en bon accord avec les attitudes des populations pyrénéennes du XIX^e siècle. Cette prise de conscience fut pour moi tardive mais décisive dans le choix d'un terme généralisateur et unificateur des comportements pyrénéens. Ce n'est pas un hasard si je tins à terminer mon exposé de soutenance par cet extrait d'un article de Georges Balandier sur les « dissidences paysannes » : « Dans la plupart des pays du Tiers Monde, la paysannerie pourtant majoritaire, ne dispose ni des moyens de pression économique et politique, ni des moyens d'éducation et d'information qui lui seraient nécessaires, elle est "séparée" (...) ». Les dissidences paysannes s'expriment, en certains cas, par le recours à des procédures relevant du traditionalisme. Ainsi, en Algérie, au moment des insurrections rurales postérieures à l'indépendance, dans les Aurès et en Kabylie, une étude de J. Favret a montré les mécanismes opérant dans chacune de ces rebellions. Les paysans des Aurès emploient la violence, sur le modèle des *siba* (dissidences), pour 'attirer l'attention de l'Etat' et contraindre les autorités à une action qui réduirait l'écart entre leur exigence de progrès et les moyens insuffisants mis à leur disposition ». En lisant ces lignes, j'eus le sentiment que Georges Balandier, en décrivant à travers les « dissidences paysannes » comment une population privée de moyens légaux de protestation et de défense, s'organisait et se défendait par des moyens traditionnels, voire par la violence, me donnait une clef d'entrée dans la société pyrénéenne du XIX^e siècle.

Ce fut dans ces conditions que s'imposa à notre esprit le concept de dissidence, non pas certes comme un concept idéal mais comme celui recouvrant le mieux les comportements pyrénéens de cette période : « Il exprime, en effet, à la fois un *désaccord général* entre un ensemble humain et des forces (étatiques, sociales, économiques, culturelles) qui le dominent et une *action oppositionnelle* destinée à dénoncer ces divergences ou à les combattre. La dissidence est, donc, *état* et *action*. En outre, ce terme a l'avantage d'être suffisamment général pour englober des manifestations de degrés très différents et aux motivations tout aussi diverses. La dissidence réunit, ou simplement juxtapose, des individus en désaccord avec un pouvoir dominant ; elle n'est pas nécessairement une force de résistance active, et pas davantage le véhicule organisé d'un contre-pouvoir. C'est là d'ailleurs l'une des grandes causes de son impuissance. Alors que, numériquement par la somme des mécontentements et des

oppositions de tous ordres, elle crée un ensemble impressionnant qui devrait faire vaciller les royaumes et les empires, elle n'obtient que des succès trompeurs et éphémères. Son hétérogénéité, son manque de ciment idéologique et son absence de projet global en font un colosse aux pieds d'argile. Voilà pourquoi la dissidence pyrénéenne, tout en rassemblant à certains moments des effectifs considérables et en multipliant les actions audacieuses, n'a jamais vraiment inquiété l'Etat et les autres forces socio-économiques auxquelles elle s'opposait⁵. »

Critiques et contestations

Les critiques sur l'emploi du mot « dissidence » fusèrent le jour même de la soutenance de thèse. Jacques Godechot, le premier, observa qu'après avoir lu les 1800 pages dactylographiées de mon mémoire, il n'était toujours pas convaincu du bienfondé du terme « dissidence » ; il aurait préféré l'expression : « une société différente ». Maurice Agulhon, lui aussi, ne trouvait pas le terme bien choisi. A ses yeux, la dissidence était plutôt un retrait de la société par un groupe qui en faisait partie auparavant, comme les Français de Londres en 1940, par exemple. Quant à Yves Castan, s'il trouvait que les agressions subies par les Pyrénées étaient bien de nature « totalisante », il regrettait qu'il n'y ait pas un terme plus précis que celui de dissidence pour désigner les comportements oppositionnels. Les trois autres membres du jury se révélèrent nettement moins critiques sur l'emploi de ce mot. Jacques Poumarède dit l'accepter sans trop d'hésitation tout en se demandant s'il s'agissait vraiment de la même dissidence que dans les pays de l'Est. Philippe Vigier n'aborda pas ce point. Jean Estèbe, lui, souhaite que le concept de dissidence connaisse le même succès qu'avait connu celui de sociabilité lancé par la thèse de Maurice Agulhon.

Plutôt contesté au moment de la soutenance, le concept, par la suite, ne devait guère plus l'être par les chercheurs et universitaires travaillant sur les Pyrénées. Dès décembre 1986, préfaçant la thèse de Michel Brunet sur le Roussillon, *Une société contre l'Etat*, Bartholomé Bennassar décrivait l'histoire du Roussillon, de 1780 à 1820, comme l'histoire d'« une dissidence presque totale quoique souvent prudente, bavarde et raisonneuse ». Durant les vingt années qui suivirent la publication de notre recherche, le concept de dissidence fut repris sans restriction par les historiens modernistes et contemporanéistes s'intéressant aux Pyrénées et

5 Jean-François Soulet, *Les Pyrénées au XIX^e siècle. L'éveil d'une société civile*, Bordeaux, Editions Sud-Ouest, 2004, p. 736-737.

aux sociétés rurales du XIX^e siècle, aussi bien par Christian Desplat, Serge Brunet, Christian Thibon, Peter Sahlins, Alain Corbin ou le géographe Michel Chevalier⁶. Il fallut attendre 2007, pour que dans la revue *Ruralia*, Charles Wright⁷, s'insurgeât contre cette « tendance historiographique qui, depuis le milieu des années 1980 (...) s'attache à mettre en lumière les multiples voies par lesquelles s'est historiquement exprimé le refus 'paysan' de l'intrusion étatique ». Etaient visées explicitement les thèses de Michel Brunet, François Ploux⁸ et la nôtre. S'appuyant sur les résultats d'une enquête sur la Corrèze, l'auteur de cet article conteste que l'hostilité de l'Etat ait fait partie des motivations d'action des villageois, d'une part parce qu'il conteste l'existence d'un Etat, et d'autre part, parce qu'il conteste l'existence d'une perception mentale de l'Etat chez les paysans de la première moitié du XIX^e siècle.

Il est évident pour tous les dix-neuviémistes – donc quelque peu naïf de vouloir le leur rappeler – que l'Etat, à l'époque de Louis-Philippe, ne dispose pas de structures aussi ramifiées et performantes qu'il ne les aura un siècle plus tard ; évident que les populations rurales encore très mal alphabétisées et mal intégrées n'ont pas alors une image très précise et très forte de l'Etat. Mais, cela ne signifie pas que l'Ariégeois ou le Commingeois du XIX^e siècle ne perçoivent pas, à travers l'impôt et la conscription, et à travers les figures du gendarme ou du douanier, la pesante présence d'une organisation étatique centralisée. En outre, nous avons toujours pris soin de montrer que le désaccord, le refus, la dissidence des populations pyrénéennes n'avaient pas pour cible le seul Etat. « Le pôle de rejet de la population pyrénéenne, affirmions-nous dès notre exposé de soutenance, n'est pas seulement l'Etat centralisateur, mais c'est, en fait, tout un mode de vie, et même, osons le dire, un type de civilisation. Si l'on n'accepte pas cette idée globalisante, et que l'on centre la problématique sur la seule notion de lutte contre l'Etat, on rend, me semble-t-il inexplicable une partie des attitudes de cette population. »

6 Dans la *Revue de Géographie alpine* (1989, volume 77, n° 4, p. 450-453), Michel Chevalier, auteur d'une remarquable thèse sur *La vie humaine dans les Pyrénées ariégeoises* (1956), se rallie dans son ensemble à notre interprétation de la lutte d'une civilisation traditionnelle affrontée au monde moderne mais regrette que la thèse n'introduise pas davantage de différences culturelles et spatiales.

7 Charles Wright, « Retour critique sur une catégorie de l'historiographie : les violences contre l'Etat. Corrèze, 1800-1860 », *Ruralia*, 2007-20, (En ligne), mis en ligne le 8 mai 2008. URL : <http://ruralia.revues.org/document1572.html>. Consulté le 24 avril 2009.

8 François Ploux, *Guerres paysannes en Quercy. Violences, conciliations et répression pénale dans les campagnes du Lot (1810-1860)*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2002.

Diffusion des concepts de résistance et de dissidence dans la représentation pyrénéenne contemporaine

Depuis la très belle thèse de Michel Chadefaud⁹, nous savons que, pour attirer curistes, pèlerins et touristes, chaque époque a imposé une représentation attractive de l'espace pyrénéen. Le géographe palois a remarquablement démontré comment, par exemple, se sont développés le mythe du climatisme palois et celui des vertus médicamenteuses des eaux pyrénéennes. Il a, aussi, fort bien reconstitué les trois grandes phases de la durée de ces mythes représentatifs : celle de création du produit touristique ; la phase de maturité ; puis la phase d'obsolescence, due à une inadéquation de l'offre à la demande. Pour ce qui concerne le climatisme et, surtout, le thermalisme, la phase de crise, amorcée dès l'entre-deux-guerres, n'a cessé de s'accroître depuis les années cinquante-soixante. Même la grotte de Massabielle, à Lourdes, n'a plus drainé autant les foules que par le passé. S'est alors mise en place, sous nos yeux, une nouvelle représentation des Pyrénées, adaptée aux goûts et aux besoins des Français du dernier tiers du XX^e siècle, susceptible de relancer le tourisme. Il me semble que le lancement de cette nouvelle image a coïncidé avec une campagne publicitaire sur le thème : « Les Pyrénées une frontière sauvage ». Les murs du métro parisien, notamment, ont été recouverts d'affiches reprenant ce slogan, et la Fédération des pays pyrénéens a créé, en octobre 1983, un clip vidéo de quelques secondes qui affirmait : « Depuis l'aube des temps, la Frontière sauvage est restée intacte. Découvrez les Pyrénées, la frontière sauvage ».

Convaincus, sans doute, de l'efficacité, si ce n'est de la justesse¹⁰, de la formule, magazines spécialisés, émissions de télévision, sites internet et offices de tourisme ont repris le thème et l'ont développé non sans succès. Le mythe devait d'autant mieux se diffuser qu'il s'appuyait sur certaines images anciennes jamais effacées. Toute la génération romantique de la fin du XVIII^e siècle et de la première moitié du XIX^e siècle s'était, en effet, complu dans l'idée utopique de retrouver dans les Pyrénées,

9 Michel Chadefaud, *Aux origines du tourisme dans les pays de l'Adour : du mythe à l'espace, un essai de géographie historique*, Pau, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 1987, 1010 p. (numéro spécial des *Cahiers de l'Université*).

10 Louis Dollo, parmi d'autres, observe avec un agacement certain (1^{er} décembre 2009) que : « Les Pyrénées n'ont jamais été une frontière sauvage avec des montagnes infranchissables. Bien au contraire. Toute l'histoire, toute la culture pyrénéenne est faite d'échanges entre vallées, de passages, de vie. Les montagnes sont humanisées depuis 6 ou 7000 ans qu'existe le pastoralisme ».

miraculeusement conservés, la nature et les hommes à l'état originel, préservés de toutes les souillures de la civilisation¹¹. Par rapport à la seule nature, on était déjà proche du futur concept de « frontière sauvage ». En revanche, le regard sur les hommes n'était pas le même. Au XIX^e siècle, les touristes voyaient dans l'indigène pyrénéen un « bon sauvage » paisible aux mœurs patriarcales, alors qu'un siècle et demi plus tard, on met en exergue l'esprit de résistance des Pyrénéens. Pour tenter d'expliquer une telle évolution, on est obligé de penser au mariage inattendu entre, d'une part, une historiographie pyrénéenne orientée depuis les années quatre-vingt vers l'étude des comportements oppositionnels et, d'autre part, une entreprise de communication soucieuse de compléter un slogan publicitaire. Le mythe de la nature sauvage s'est conjugué avec le mythe d'une population dissidente en perpétuelle résistance. Sans que nous en ayons bien conscience, un nouveau type de western nous a été proposé, où les Pyrénées se substituent aux Rocheuses et les Pyrénéens aux Indiens.

Nous croyons, par exemple, qu'en dépit de ses nuances, le beau film de Jacques Nichet, sorti en 1983, en ravivant le souvenir de la Guerre des Demoiselles, a contribué à héroïser la geste des révoltés ariégeois. Cette dissidence politique du XIX^e a semblé faire écho à la dissidence religieuse du catharisme dont un haut lieu tragique est ancré en terre pré-pyrénéenne, à Montségur. La reconstitution en 1966 du fameux bûcher de 1244 pour l'émission de S. Lorenzi et A. Decaux, « La camera explore le temps » – passionnément regardée par les téléspectateurs français –, les ouvrages de René Nelly, Jean Duvernoy, et le best-seller d'Emmanuel Leroy-Ladurie sur Montailou portèrent au plus haut point l'intérêt pour la dissidence cathare. A l'autre bout de l'échelle du temps, l'essor de l'historiographie sur la Seconde guerre mondiale – illustrée par la thèse et les ouvrages d'Emilienne Eychenne sur les passeurs résistants des années quarante¹² – suscita la mise en exergue de la résistance anti-nazie dans les montagnes pyrénéennes. Ainsi se rejoignirent et se mêlèrent dans l'inconscient collectif à partir des années quatre-vingt, la révolte des Demoiselles, la dissidence des cathares et l'action des passeurs des années quarante ; ce qui aboutit à nourrir le mythe d'une résistance continue et massive des Pyrénéens depuis la nuit des temps.

11 Cf. par exemple, sur ce thème, J-F Soulet, ouv. cité, p. 31-36.

12 Emilienne Eychenne, *Le franchissement de la frontière espagnole pendant la Seconde guerre mondiale dans le département des Hautes-Pyrénées*, thèse de doctorat d'Histoire, Université de Toulouse, 1978 ; autres ouvrages du même auteur sur le franchissement de la frontière dans les autres départements pyrénéens publiés chez Privat.

Deux exemples, parmi d'autres, peuvent montrer comment s'est opérée l'instrumentalisation des concepts de dissidence et de résistance.

La présentation, par ses organisateurs, du Festival international de films intitulé « Festival Résistances », fondé en 1996, qui se déroule chaque année en juillet à Foix est, de ce point de vue, très significative : « Le festival de Foix s'inscrit dans une longue tradition de résistances. Depuis les Cathares jusqu'aux Guerilleros de la Retirada en passant par les Demoiselles, les habitants des montagnes ariégeoises se sont toujours positionnés contre le pouvoir central, la religion officielle, les caporaux de l'Empire ou les maîtres des forges. Mais comment espérer changer la société si les éléments d'analyse et de critique qui fondent l'avenir sont réservés à une élite qui monopolise tous les pouvoirs ? En donnant à voir des documentaires et des fictions sur des thématiques allant à contre-courant des idées reçues, en permettant aux spectateurs de devenir les acteurs de leur propre histoire et non des consommateurs de la société de spectacles, année après année, Résistances construit une utopie libertaire »¹³.

Dans le même esprit, l'équipe culturelle du conseil général des Hautes-Pyrénées s'est investi lourdement en 2007-2008 dans une exposition dénommée « Résistances » ayant pour cadre une abbaye bénédictine désaffectée, l'Escaladieu. La problématique de l'exposition se trouve succinctement mais clairement exprimée dans la préface du catalogue, par le président du conseil général : « Quelle que soit l'époque, par sa position géographique (éloignement du pouvoir central, zone frontalière) le territoire des Hautes-Pyrénées est un terrain de luttes et rebellions contre des décisions nationales jugées trop arbitraires¹⁴ ». Les maîtres d'œuvre de l'exposition, se saisissant du concept de résistance, sans être apparemment conscients que celui-ci, désignant aussi bien des attitudes conservatrices de repli que des comportements progressistes d'auto-défense, ne saurait être regardé comme une valeur universelle et positive, tentent de démontrer que la population haut-pyréenne a toujours été animée d'un esprit de résistance. Or, vouloir associer des manifestations aussi disparates – dans les motivations de leurs protagonistes et dans leurs contextes – que les dissidences et les révoltes paysannes de la première moitié du XIX^e siècle, l'opposition à l'occupation nazie pendant la Seconde guerre mondiale, les

13 <http://www.evene.fr/culture/agenda/festival-de-films-resistances-de-foix-10885.php> (consulté le 12 juin 2011).

14 *Résistances*, catalogue de l'exposition présentée du 22 décembre 2007 au 15 avril 2008 à l'abbaye de l'Escaladieu, Conseil général des Hautes-Pyrénées, 68 p.

initiatives syndicales des ouvriers de l’Arsenal de Tarbes pour éviter la fermeture de l’établissement, et les actions menées par les habitants de la vallée du Louron contre l’installation d’une ligne à haute tension, constitue un non-sens historique et atteint même le ridicule.

De tels dérapages démontrent le danger de vouloir à tout prix donner une âme positive à une région en fédérant en une thématique unique et simplificatrice les péripéties et les contradictions d’un long passé. Il existe, depuis la décentralisation des années quatre-vingt, au sein des Conseils généraux notamment, une tentation de réécrire l’histoire à l’aide de thèmes rassembleurs et gratifiants. C’est dangereux car réducteur. Tout comme d’ailleurs vouloir, pour des raisons publicitaires, qualifier un ensemble aussi divers – dans leur géographie comme dans leur histoire – que les Pyrénées sous un slogan percutant. Le management touristique n’a rien à voir avec les réalités historiques ; il ne fait que picorer et mettre en exergue des fragments d’histoire censés plaire à l’opinion dominante.